

Soitec

Rapport semestriel 2016-2017

1. Personnes responsables.....	4
2. Contrôleurs légaux des comptes.....	4
3. Facteurs de risques	5
3.1. Risques opérationnels : sensibilité des résultats de la Division Electronique aux évolutions technologiques et au développement de nouveaux modèles d'intégration verticale	5
3.2. Risques opérationnels : risques liés au désengagement du Groupe des métiers de l'énergie solaire	5
3.3. Risques juridiques.....	5
3.4. Risque de marché : exposition au risque de change.....	5
3.5. Risque de marché : risque de liquidité	6
4. Examen de la situation financière et du résultat	6
4.1. Situation et activité du Groupe	7
4.2. Segment Electronique.....	7
4.3. Segment autres activités	8
4.4. Segment Energie Solaire	8
4.5. Marge brute	8
4.6. Recherche et Développement.....	9
4.7. Charges d'exploitation.....	9
4.7.1. Frais commerciaux et de marketing.....	9
4.7.2. Frais généraux et administratifs	9
4.8. Résultat opérationnel courant.....	9
4.9. Résultat opérationnel	10
4.10. Résultat financier	10
4.11. Résultat net des activités abandonnées.....	10
4.12. Résultat et impôts	11
4.13. Bilan	11
4.13.1. Actifs non courants	11
4.13.2. Besoin en fonds de roulement	12
4.13.3. Fonds propres	12
4.13.4. Dettes financières	12
4.13.5. Endettement net.....	12
4.14. Trésorerie et financement	12
4.15. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie.....	13
5. Informations sur les tendances	13
6. Informations financières.....	14
6.1. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2016	14
6.1.1. Compte de résultat consolidé.....	14
6.1.2. Résultat global.....	15
6.1.3. Etat de situation financière consolidée (bilan)	16
6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	17
6.1.5. Tableau de flux de trésorerie consolidé	19
7. Notes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 septembre 2016	21
7.1. Présentation de la Société et de l'activité	21
7.2. Règles et méthodes comptables	21
7.2.1. Principes de préparation des états financiers	21
7.2.2. Événements de la période	22
7.2.3. Périmètre de consolidation	23
7.3. Information sectorielle	25
7.4. Notes sur le bilan.....	30

7.4.1.	Immobilisations incorporelles.....	30
7.4.2.	Immobilisations corporelles	30
7.4.3.	Actifs financiers non courants	30
7.4.4.	Autres actifs non courants	31
7.4.5.	Stocks.....	31
7.4.6.	Créances clients.....	31
7.4.7.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	32
7.4.8.	Activités abandonnées.....	33
7.4.9.	Affectation du résultat.....	33
7.4.10.	Paiements fondés sur des actions	33
7.4.11.	Emprunts et dettes financières	34
7.4.12.	Provisions et autres passifs non courants	34
7.4.13.	Provisions.....	35
7.5.	Notes sur le compte de résultat	37
7.5.1.	Frais de personnel	37
7.5.2.	Frais de recherche et développement.....	37
7.5.3.	Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé	38
7.5.4.	Autres produits et charges opérationnels.....	38
7.5.5.	Charge d'impôt.....	38
7.5.6.	Résultat net des activités abandonnées.....	39
7.6.	Autres informations	39
7.6.1.	Saisonnalité de l'activité	39
7.6.2.	Informations relatives aux parties liées	39
7.7.	Evènements postérieurs à la clôture	40

8. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016 41

1. Personnes responsables

Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Paul Boudre, Président - Directeur Général.

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le 7 décembre 2016

Paul Boudre

Président - Directeur Général

2. Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet KPMG représenté par Monsieur Jacques Pierre et Stéphane Devin

- Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense Cedex
- Date du premier mandat : 25 juillet 2016
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Ernst & Young Audit représenté par Monsieur Nicolas Sabran

- Tour Oxygène, 10-12 Boulevard Marius Vivier Merle, 69393 Lyon Cedex 03
- Date du premier mandat : 25 juillet 2016
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Commissaires aux comptes titulaires suppléants

Salustro Reydel (suppléant du Cabinet KPMG SA)

- Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, 92 066 Paris La Défense Cedex
- Date du premier mandat : 25 juillet 2016
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

Auditex (suppléant du Cabinet Ernst & Young Audit)

- 1-2, place des Saisons, 92 037 Paris La Défense Cedex
- Date du premier mandat : 25 juillet 2016
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2022.

3. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe sera confronté au cours des six mois restants de l'exercice 2016-2017 sont ceux identifiés au chapitre 4 « Facteurs de risque » des pages 6 à 12 du Document de Référence 2015-2016 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 juillet 2016 sous le numéro D. 16-0665. Nous avons procédé à une revue et actualisé les paragraphes suivants :

3.1. Risques opérationnels : sensibilité des résultats de la Division Electronique aux évolutions technologiques et au développement de nouveaux modèles d'intégration verticale

Au-delà de la sensibilité des résultats de la Division Electronique aux évolutions technologiques décrite au chapitre 4, page 7, du Document de Référence 2015-2016, les phénomènes de concentration observés dans le secteur des semi-conducteurs (acquisitions d'Altera par Intel, de Freescale Semiconductors par NXP Semiconductors, puis de NXP Semiconductors par Qualcomm, de Broadcom par Avago Technologies, puis de Brocade Communications Systems par le nouveau Broadcom) pourrait aboutir au développement de nouveaux modèles intégrés de production dans lesquels des producteurs de bulk silicium pourraient également être en capacité de produire du SOI, à l'image du conglomérat qui résultera de l'acquisition en cours de Sunedison Semiconductor Limited par la société GlobalWafers Co. Ltd. Les conséquences de ces nouveaux modèles d'intégration verticale sur la situation concurrentielle de Soitec sont incertaines.

3.2. Risques opérationnels : risques liés au désengagement du Groupe des métiers de l'énergie solaire

Dans le cadre de la décision prise par le Conseil d'administration le 16 janvier 2015 de recentrer le Groupe sur son cœur de métier et de le désengager de l'activité Énergie Solaire, et comme nous l'indiquons dans le paragraphe 4.1.2. du Chapitre 4 du Document de Référence 2015-2016, il subsistera certains risques et obligations dérivant des garanties contractuelles spécifiques qui ont été consenties dans le cadre de projets de centrales solaires, constitutifs d'engagements hors bilan. Ces garanties peuvent aller jusqu'à cinq ans sur les matériels en cas de défaut et jusqu'à vingt-cinq ans sur la performance de production d'énergie. En conséquence, Soitec supporte un risque d'indemnisation au titre de ces garanties et devra maintenir une organisation légère en charge de leur suivi et de leur gestion. Une provision pour couvrir les risques et les coûts à 18 mois des activités encore sous la responsabilité du Groupe a été constituée et revue dans les comptes au 30 septembre 2016, en tenant compte d'un certain nombre d'hypothèses. Bien que revus à intervalles réguliers, il ne peut être exclu que les coûts liés aux fermetures ou cessions s'avèrent in fine différents des hypothèses retenues.

3.3. Risques juridiques

Soitec a annoncé le 21 octobre 2016 avoir pris acte de l'annonce par l'U.S. International Trade Commission («USITC») de sa décision de diligenter une deuxième enquête, à la suite du dépôt d'une plainte par Silicon Genesis Corporation ("SiGen") concernant l'importation et la vente aux États-Unis de certaines plaques de silicium sur isolant (SOI) par Soitec. Cette plainte est la deuxième tentative de SiGen d'obtenir l'arrêt de l'importation et de la vente par Soitec de plaques SOI aux États-Unis sur le fondement d'une prétendue contrefaçon de brevets. En diligenter cette deuxième enquête, l'USITC a très clairement indiqué qu'elle « ne s'était pas encore prononcée sur le fond de l'affaire. » La première tentative de SiGen a pris fin en mai 2016 avec la décision de SiGen de retirer volontairement sa plainte peu de temps avant le procès, abandonnant ainsi ses allégations selon lesquelles Soitec utilisait illégalement des brevets détenus par SiGen. Cette deuxième plainte de SiGen porte à nouveau sur la prétendue contrefaçon par Soitec de deux brevets américains détenus par SiGen qui ne faisaient pas partie de ceux visés dans sa première plainte. Soitec entend se défendre avec vigueur contre les allégations de SiGen et est convaincu que cette enquête prendra fin avec le constat par l'USITC d'une absence de contrefaçon. Les brevets visés par SiGen ne sont pas contrefaits par Soitec. Il est à noter que SiGen ne fabrique pas de SOI, et ne peut donc pas fournir ces produits avancés au marché américain. Soitec respecte les droits de propriété intellectuelle des tiers, et est convaincu que l'USITC reconnaîtra que Soitec est en conformité avec la loi américaine.

3.4. Risque de marché : exposition au risque de change

L'essentiel des transactions dans le marché du semi-conducteur sont libellées en dollars américains. Ainsi, la quasi-totalité du chiffre d'affaires du segment Electronique est facturée dans cette devise, de même que les achats de silicium qui représentent 48% des coûts de production. Les autres coûts, correspondant en majorité aux ressources localisées à Bernin, sont principalement libellés en euros. Si Soitec a pu rétablir son accès aux instruments de couverture du risque de change afin de couvrir ses transactions commerciales en utilisant des achats et des ventes à terme avec des échéances courtes (inférieures à 12 mois) ou en concluant certains emprunts dans la même devise que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, le Groupe demeure exposé à un risque de conversion comptable dans la mesure où il publie ses comptes consolidés en euros.

3.5. Risque de marché : risque de liquidité

Le Groupe a réalisé un résultat net de 3.1 millions d'euros sur la période close le 30 septembre 2016 et présente à la clôture des capitaux propres de 139,8 millions d'euros.

La trésorerie utilisée par l'exploitation, hors variation du besoin en fonds de roulement, a représenté 13,6 millions d'euros au cours de la période. Ce montant se répartit entre les activités poursuivies (+18,5 millions d'euros) et les activités abandonnées (-4,8 millions d'euros).

Au 30 septembre 2016, le Groupe disposait d'une trésorerie de 83,1 millions d'euros, contre 49,1 millions d'euros au 31 mars 2016.

La trésorerie disponible provient des opérations financières réalisées au printemps 2016, au cours duquel le Groupe a procédé à une augmentation de capital réservée en mai 2016, suivie d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en juin 2016. Le produit de ces opérations a été pour une part affecté au remboursement des prêts relais arrivant à échéance en mai 2016 (description détaillée en Chapitre 10.3 du Document de Référence 2015-2016) et au rachat partiel de l'obligation convertible arrivant à échéance en septembre 2018, le solde étant réservé aux investissements de capacité dédiés à la montée en volume du FD SOI.

L'endettement net (dettes financières moins trésorerie) s'est fortement amélioré et s'établit à -35,4 millions d'euros 30 septembre 2016 contre -169,9 millions d'euros à fin mars 2016.

Le recentrage sur le secteur d'activité Électronique devrait assurer la génération par les activités opérationnelles de flux de trésorerie positifs, et le remboursement d'une part importante de la dette financière va permettre une forte réduction des charges financières.

Sur ces bases, le Groupe considère qu'il sera en mesure de continuer son activité en 2016-2017. Les comptes consolidés ont donc été établis sur la base du principe de continuité d'exploitation.

4. Examen de la situation financière et du résultat

Le rapport semestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 septembre 2015 et le Document de Référence de la Société pour l'exercice 2015-2016 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 04 juillet 2016 sous le numéro D. 16-0665.

Suite à la décision prise en janvier 2015 de recentrer le Groupe sur son cœur de métier, la Société présente des états financiers répartis entre les trois secteurs suivants :

- Électronique : activité historique dans le secteur des semi-conducteurs
- Autres activités : activités abandonnées Equipement et Eclairage, incluant les activités de R&D du site de Phoenix ;
- Énergie Solaire : activités abandonnées, à l'exception du dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud maintenu en activités poursuivies.

Les segments Autres activités et Énergie Solaire ont été classés en activités abandonnées au 31 mars 2016, l'avancement du plan de sortie de ces activités permettant de vérifier le respect des critères de la norme IFRS 5. Afin de permettre la comparaison, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie du 30 septembre 2015 ont été retraités.

Les actifs liés à la centrale solaire Sud-africaine de Touwsrivier sont présentés en activités abandonnées. Ils comportent les éléments suivants :

- Titres pour CPV Power Plant n°1 Ltd (« Touwsrivier ») détenue à 20 % et sa filiale CPV Bond,
- Financement (principal et intérêts) consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier,

En raison des délais probables pour la réalisation de sa récupération, le dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud a été maintenu en activité poursuivie.

4.1. Situation et activité du Groupe

Le premier semestre 2016 est marqué par la restructuration réussie du bilan et des fonds propres du Groupe, une croissance modérée des ventes de 3% et une amélioration de la rentabilité opérationnelle de l'activité Electronique.

Au 30 septembre 2016, les fonds propres consolidés du groupe s'inscrivent à 139,8 millions d'euros (contre -7,8 millions d'euros au 31 mars 2016) et la dette financière nette à 35,4 millions d'euros (contre 169,8 millions d'euros au 31 mars 2016). La trésorerie brute disponible s'établit à 83,1 millions d'euros contre 49,1 millions d'euros au 31 mars 2016. L'activité globale s'est inscrite en progression de 3% sur le premier semestre, avec un chiffre d'affaires de 112,1 millions d'euros contre 108,8 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'exercice précédent. Cette croissance est imputable à la forte augmentation des volumes de vente de plaques petits diamètres (150-200 mm) du segment Electronique.

La progression du chiffre d'affaires a eu un impact favorable sur la marge brute, en progression de 5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015-2016. Le résultat opérationnel courant est positif à hauteur de 9,4 millions d'euros, en augmentation de 1,5 millions d'euros par rapport au gain opérationnel courant de 7,9 millions d'euros enregistré au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

La hausse des dépenses de recherche et développement reflète l'effort accru en recherche et développement notamment concernant le processus de qualification du produit FD SOI. Les dépenses sont en effet passées de 8 millions d'euros au premier semestre 2015-2016 à 9,7 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2016-2017.

Les frais administratifs sont en hausse de 1 million d'euros et cette augmentation s'explique notamment par une charge de masse salariale liée au plan d'intéressement à long terme du management. Les frais commerciaux augmentent de 0,9 million d'euros et cette hausse s'explique principalement par la hausse de la masse salariale.

Le résultat du segment Autres Activités (-104 milliers d'euros) et le résultat du Segment Energie Solaire (1 157 milliers d'euros) incluant les impacts liés aux actifs financiers liés à la centrale de Touwsrivier sont reportés sur une ligne distincte du compte de résultat appelée « résultat après impôt des activités abandonnées ».

4.2. Segment Electronique

Le segment Electronique a généré un chiffre d'affaires de 112,1 millions d'euros au premier semestre, en hausse de 3% par rapport à la même période de l'exercice précédent (108,8 millions d'euros).

Les tableaux suivants permettent d'apprécier l'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par région, clients et taille de plaques.

- Répartition géographique du chiffre d'affaires du segment Electronique

	S1 2014-2015	S1 2015-2016	S1 2016-2017
Etats-Unis	40 %	34 %	20 %
Europe	26 %	36 %	49 %
Asie	34 %	30 %	32 %

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par clients

	S1 2014-2015 Retraité	S1 2015-2016	S1 2016-2017
Cinq premiers clients	71 %	57 %	64 %
Clients n° 6 à n° 10	14 %	20 %	25 %
Autres clients	15 %	23 %	11 %

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par famille de produits

	S1 2014-2015 Retraité	S1 2015-2016	S1 2016-2017
SOI 300 mm	26 %	21 %	20 %
Petits diamètres	68 %	77 %	78 %
Matériaux III-V	3 %	-	-
Royalties	3 %	2 %	2 %
Autres	0 %	0 %	0 %

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015
<i>SOI 300mm</i>	22 031	22 505
<i>Petits diamètres</i>	87 384	83 828
<i>Matériaux III-V</i>	-	-
<i>Royalties</i>	2 719	2 520
Total Electronique	112 134	108 853

Par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, les ventes de plaques petits diamètres (150-200mm) augmentent de 4% à 87.4 millions d'euros contre 83.8 millions d'euros au 30 septembre 2015. Ces plaques sont principalement destinées aux applications de radiofréquence (RF) et d'électronique de puissance pour les marchés de la mobilité et de l'automobile. L'unité de production de plaques SOI 200 mm de Bernin opère à pleine capacité.

Les ventes de plaques SOI 300 mm sont en baisse de 2% à 22 millions d'euros, contre 22.5 millions d'euros au 30 septembre 2015. Ce recul reflète principalement le déclin connu et anticipé de la gamme de substrats PD-SOI dédiés aux marchés des serveurs et des circuits intégrés de type ASICs (Application-Specific Integrated Circuits). Soitec continue à œuvrer au processus de qualification de ses plaques de 300 mm en silicium sur isolant totalement *déplété* (FD-SOI) auprès de grandes fonderies comptant parmi ses clients stratégiques, afin de capter le fort potentiel de croissance du marché des applications dédiées à l'électronique grand public, à l'automobile et à l'industrie.

Les revenus de licence s'établissent à 2,7 millions d'euros (2,5 million d'euros au 30 septembre 2015).

4.3. Segment autres activités

Le segment autres activités regroupe les activités Eclairage et Equipement (Altatech) qui ont été vendus sur l'exercice 2015-2016. Les coûts résiduels liés à la sortie de ces activités sont enregistrés conformément à la norme IFRS 5 en résultat des activités abandonnées et s'élèvent à 104 milliers d'euros.

4.4. Segment Energie Solaire

Le chiffre d'affaires et les coûts liés au segment Energie Solaire enregistrés au cours du premier semestre de l'exercice 2016-2017 sont également présentés dans la ligne distincte du compte de résultat en résultat des activités abandonnées. Ce résultat est essentiellement constitué de provisions supplémentaires passées pour couvrir les risques et les coûts à 18 mois des activités encore sous la responsabilité du Groupe, de gains nets liés aux actifs financiers liés à la centrale de Touwsrivier et de gains de change liés à l'appréciation du ZAR.

4.5. Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes. Le coût des ventes est égal à la somme des coûts de production et de distribution ainsi que des droits de licences (CEA-Leti pour l'utilisation de la technologie SmartCut™).

La marge brute des segments Autres activités et Energie Solaire n'apparaît pas dans la marge brute du groupe compte tenu de son reclassement en activités abandonnées au niveau du résultat net.

Les coûts de production comprennent les coûts des matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe, l'amortissement et les frais de maintenance du matériel de production et des infrastructures de la salle blanche, la quote-part des frais généraux affectés à la production.

La marge brute s'est améliorée, passant de 27 millions d'euros (24.8 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2015-2016 à 32 millions d'euros (28.6 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2016-2017.

L'amélioration provient principalement de la croissance du volume de ventes de plaques petites tailles, d'un mix produits favorable et de la maîtrise des coûts de production de la ligne petites tailles qui tourne à pleine capacité. Elle vient compenser l'impact du faible taux de charge des lignes de production 300mm (Bernin et Pasir Ris en sommeil).

4.6. Recherche et Développement

Les coûts de recherche et développement sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence si les critères requis par la norme IAS 38 pour permettre leur activation au bilan ne sont pas vérifiés.

Les coûts de recherche et développement sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

- salaires et charges sociales, y compris les paiements fondés sur des actions,
- coûts d'exploitation des équipements dédiés aux salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de recherche et développement,
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

Sous réserve que les conventions soient signées et les autorisations administratives obtenues, les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont déduits des coûts bruts de recherche et développement pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat.

Une partie des aides contribuant au financement des activités de R&D peut être octroyée sous la forme d'avances remboursables. Conformément aux normes IAS 38 et IAS 20, si le Groupe considère que l'avancement technique et commercial des projets rend leur probabilité de succès peu élevée, les frais de développement correspondants ne sont pas activés mais sont enregistrés directement en résultat et les avances remboursables correspondantes sont comptabilisées en déduction de ces frais, indépendamment des notifications de la part des organismes financeurs qui ne peuvent intervenir qu'ultérieurement lors des passages de jalon mettant un terme aux programmes ou ouvrant la période au remboursement des avances.

Le Groupe pourra être amené, en fonction de l'évolution des probabilités de succès technique ou commercial des projets concernés, à conserver un passif financier au regard des perspectives de chiffre d'affaires généré par les nouveaux produits développés dans le cadre des programmes d'aide.

Soitec SA bénéficie d'un crédit d'impôt recherche (CIR). Ce crédit est présenté en déduction des coûts de recherche et développement conformément à la norme IAS 20. Le montant du CIR enregistré dans les états financiers au cours du premier semestre de l'exercice 2016-2017 s'élève à 5,2 millions d'euros.

Les dépenses nettes de recherche et développement sont en augmentation à 9,7 millions d'euros (8,6 % du chiffre d'affaires), contre 8 millions d'euros (7,4 % du chiffre d'affaires) au premier semestre de l'exercice 2015-2016. Cette évolution traduit essentiellement une accélération des dépenses de R&D liées au produit FD-SOI.

4.7. Charges d'exploitation

4.7.1. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing s'élèvent à 3,4 millions d'euros sur le semestre, contre 2,6 millions d'euros sur le premier semestre 2015-2016. L'augmentation s'explique principalement par l'augmentation de la masse salariale (frais de départ d'un salarié, augmentation nette de 2 postes, charge liée au programme de rétention).

4.7.2. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'inscrivent en hausse de 11 % pour ressortir à 9,5 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017 contre 8,5 millions d'euros sur le premier semestre 2015-2016. Cette augmentation de 1 million d'euros d'une période sur l'autre s'explique principalement par l'augmentation de la masse salariale (charge liée au plan d'intéressement à long terme du management).

4.8. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant augmente de 19% pour s'élever à 9,4 millions d'euros (8,4 % du chiffre d'affaires) contre un gain de 7,9 millions d'euros (7,3 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2015-2016.

4.9. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels non courants.

Sur le premier semestre 2016-2017, le Groupe a enregistré une charge nette non courante de -1,2 millions d'euros (contre une charge de -5,3 millions d'euros au premier semestre 2015-2016). Cette charge correspond principalement aux frais de protection du portefeuille d'activités du Groupe engagés dans le cadre du litige Sigen.

Le résultat opérationnel est un gain 8,2 millions d'euros, contre un gain de 2,6 millions d'euros au cours du premier semestre 2015-2016.

4.10. Résultat financier

Sur le premier semestre de l'exercice 2016-2017, le résultat financier net du Groupe enregistre une charge de -5,9 millions d'euros à comparer à une charge de -12,7 millions d'euros sur le premier semestre 2015-2016.

Cette charge s'explique par les éléments suivants :

- Le résultat financier hors résultat de change est une charge de 6,2 million d'euros, contre une charge enregistrée au cours du premier semestre 2015-2016 de -12,4 millions d'euros. Il se compose en majorité de :
 - o -4,6 millions d'euros de charges financières sur OCEANES 2018 incluant une charge non récurrente de -2,2 millions d'euros liée au rachat de 59% des OCEANES au 8 juin 2016. La charge sur le premier semestre de l'exercice 2015-2016 est en comparaison de -5 millions d'euros. Suite au rachat de 59% des OCEANES, la charge d'intérêts liée à ce financement a sur les six premiers mois 2016-2017 baissé de manière significative.
 - o -0,4 million d'euros d'intérêt sur prêts accordés par le CEA, la société Shin Etsu Handotai et la BPI (échéance en mai 2016). Au 30 septembre 2015, la charge d'intérêts s'élevait à -1,1 millions d'euros,
 - o -0,7 million d'euros de charges d'intérêts sur crédit baux (contre -0,5 million d'euros au 30 septembre 2015),
 - o -0,6 million de charge non récurrente pour intérêts de retard,
 - o +0,6 million d'euros (contre une charge de -5 millions d'euros au 30 septembre 2015) comptabilisés au regard de la désactualisation de la valeur du dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire de la centrale solaire de Touwsrivier,
- Le résultat de change est un gain de 0,3 million d'euros contre une perte de -0,2 million d'euros au premier semestre de l'exercice 2015-2016.

4.11. Résultat net des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées est un gain de 1,1 million d'euros contre une perte de -32,4 millions d'euros au titre des six premiers mois 2015-2016.

Les activités abandonnées sont composées des activités du segment « solaire » incluant les actifs financiers liés à la centrale de Touwsrivier ainsi que du segment « autres activités » (Equipelement et Lighting) dont les actifs ont été cédés au cours de l'exercice 2015-2016.

Les critères de la norme IFRS 5 étant vérifiés au 30 septembre 2016, le résultat net des activités abandonnées est donc présenté sur une seule ligne « Résultat net des activités abandonnées » au niveau du résultat net (voir note 7.5.6).

Au 30 septembre 2016, le gain de 1,1 millions d'euros s'explique principalement par des provisions supplémentaires passées pour couvrir les risques et les coûts à 18 mois des activités encore sous la responsabilité du Groupe (-1,4 millions d'euros), une perte liée à la sortie du segment Autres Activités (-0,1 million d'euros), un gain net lié aux actifs financiers se rapportant à la centrale de Touwsrivier (0,8 million d'euros) et des gains de change latents liés à l'appréciation du ZAR (1,8 millions d'euros) et une perte de change liée au dollar (-0,1 millions d'euros).

Au 30 septembre 2015, le résultat des activités abandonnées est principalement constitué de la perte liée au segment Autres Activités (-4,9 millions d'euros), du reclassement au compte de résultat des écarts de conversions des filiales hébergeant des activités abandonnées (charge de -17,7 millions d'euros), de la perte de change latente sur les financements intra-groupe pour -7,9 millions d'euros et de la charge nette liée aux actifs financiers liés à la centrale de Touwsrivier (-1,9 millions d'euros).

4.12. Résultat et impôts

Le Groupe enregistre un gain de 3,1 millions d'euros sur le premier semestre 2016-2017 contre une perte de -42,8 millions d'euros sur le premier semestre 2015-2016.

Le résultat avant impôt des activités poursuivies ressort en gain à 2,3 millions d'euros (contre une perte de -10,1 millions d'euros au 30 septembre 2015) et la charge d'impôt est de -243 milliers d'euros sur l'exercice en cours.

L'impôt du semestre 2015-2016 a été corrigé de 0,3 millions d'euros en application de la norme IAS8.

Le résultat net des activités abandonnées après impôt est un gain de 1,1 millions d'euros (contre une perte de -32,4 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2015-2016).

Le résultat dilué par action est un gain de 0,01 euro. Sur le premier semestre de l'exercice 2015-2016, le résultat dilué par action était une perte de 0,19 euro par action.

4.13. Bilan

4.13.1. Actifs non courants

Tests de dépréciation pour perte de valeur

Des tests de dépréciation des actifs non courants sont réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) pour lesquelles le Groupe estime qu'il existe un indice de perte de valeur. Au 31 mars 2016, compte tenu de l'environnement de la Société, l'ensemble des UGT avaient fait l'objet d'un test de dépréciation. Les goodwill ayant été totalement dépréciés sur les exercices antérieurs, le bilan ne comporte plus d'immobilisations à durée de vie indéterminée. Conformément à la norme IAS 36, les tests avaient été réalisés au niveau le plus fin de génération de flux de trésorerie : UGT SOI 300 mm, UGT SOI 200 mm.

Concernant le bâtiment industriel de Singapour, conformément à la norme IAS 36, la Société a fait actualiser l'évaluation de la valeur de marché de l'actif, et a parallèlement déterminé sa valeur d'utilité sur la base de son plan d'affaires qui confirme le besoin à moyen terme d'une extension de capacité pour la production de plaques de 300 mm. Le test a amené le Groupe à constater une dépréciation pour perte de valeur d'un montant de 20,1 millions d'euros dans les comptes au 31 mars 2016.

Pour la clôture au 30 septembre 2016, aucun nouvel indice de perte de valeur n'a été identifié ni sur l'actif de Singapour ni sur les autres actifs du groupe.

Les actifs non courants nets sont ressortis à 152,9 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre 159,9 millions d'euros au 31 mars 2016. La variation de la période (-7 millions d'euros) est décomposée comme suit :

La valeur des actifs incorporels et corporels a diminué de 5,3 millions d'euros. Cette variation résulte principalement :

- des dotations aux amortissements: -11 millions d'euros,
- des acquisitions de la période : + 5 millions d'euros,
- d'une variation de change pour 0,7 million d'euros.

La diminution de 2,6 millions d'euros des autres actifs non courants s'explique principalement par la réduction de la part non courante de la créance du crédit d'impôt recherche pour 2,3 millions d'euros et de la baisse du crédit d'impôt compétitivité emploi pour 0,3 million d'euros.

4.13.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est calculé de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation, comprenant les stocks, les créances clients, les dettes fournisseurs, les avances et acomptes versés ou reçus ainsi que les créances et dettes sociales et fiscales hors impôt sur les sociétés.
- le BFR hors exploitation, comprenant les créances et dettes sur fournisseurs d'immobilisations (y compris les acomptes versés ou reçus) et les créances et dettes fiscales liées à l'impôt sur les sociétés.

Au cours du premier semestre 2016-2017, le besoin en fonds de roulement a augmenté, passant de 30,1 millions d'euros au 31 mars 2016 à 46,1 millions d'euros au 30 septembre 2016. Cette variation s'analyse de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation est passé de -2,4 millions d'euros au 31 mars 2016 à 16,4 millions d'euros au 30 septembre 2016. Cette variation s'explique principalement par la diminution des dettes fournisseurs et autres dettes courantes (22 millions d'euros) partiellement compensés par la baisse des créances clients (6,9 millions d'euros).
- le BFR hors exploitation est passé de 32,6 millions d'euros au 31 mars 2016 à 29,7 millions d'euros au 30 septembre 2016. Cette variation s'explique principalement par la réduction des créances relatives au crédit impôt recherche (2,3 millions d'euros) et l'augmentation des dettes sur fournisseurs d'immobilisations (0,5 million d'euros).

4.13.3. Fonds propres

Suite aux augmentations de capital réalisées sur la période, le Groupe Soitec a reconstitué ses fonds propres qui s'élèvent à 139,8 millions d'euros au 30 septembre 2016 contre -7,8 millions d'euros au 31 mars 2016.

La variation se compose principalement de l'augmentation sur le capital social de 37 millions d'euros et de la prime d'émission nette de frais de 108 millions d'euros.

4.13.4. Dettes financières

La dette financière est passée de 218,9 millions d'euros à fin mars 2016 à 118,6 millions d'euros à fin septembre 2016.

Le Groupe a restructuré sa dette financière au cours de l'exercice 2016-2017 en rachetant d'une part 59% des océanes 2018 pour 58,2 millions d'euros et d'autre part en remboursant les prêts partenaires pour 41,8 millions d'euros.

4.13.5. Endettement net

L'endettement net (dettes financières moins trésorerie) s'est fortement amélioré et s'établit à -35,4 millions d'euros 30 septembre 2016 contre -169,9 millions d'euros à fin mars 2016.

4.14. Trésorerie et financement

Les flux de trésorerie résultant des activités ressortent négatifs à hauteur de -2,3 millions d'euros pour le premier semestre 2016-2017 dont 2,2 millions d'euros de flux de trésorerie positifs pour les activités poursuivies et -4,5 millions d'euros pour les activités abandonnées.

Pour les activités poursuivies cette variation s'explique par une forte consommation de BFR sur la période (-16,2 millions d'euros) due en grande partie au paiement de dettes fournisseurs (-15 millions) incluant un moratoire vis-à-vis du CEA de 7,8 millions d'euros ; imputés sur une capacité d'autofinancement positive de 18,5 millions d'euros.

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'établissent à -2,2 millions d'euros au 30 septembre 2016, contre 24,8 millions d'euros au 30 septembre 2015.

- Les flux des activités poursuivies ressortent à -3 millions d'euros au 30 septembre 2016 et se composent principalement d'acquisition d'immobilisations sur le site de Bernin pour -4 millions et de 1 million d'euros récupérés par Soitec SA sur la levée de garantie sur projet lié à l'activité aux USA.
- Au 30 septembre 2015, les flux des activités abandonnées s'établissent à 28,6 millions d'euros et concernent principalement des encaissements liés à la cession du bâtiment de San Diego (26,7 millions d'euros) et des deux centrales solaires européennes (2 millions d'euros).

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été positifs au premier semestre 2016-2017 (+ 38,4 millions d'euros). Ce montant se répartit principalement entre 145 millions d'euros net de frais levés suite aux augmentations de capital, -111 millions d'euros de remboursement d'emprunts (rachat des OCEANES et remboursement des prêts partenaires en majorité), ainsi que de la levée de 9 millions de préfinancement sur le crédit d'impôt recherche.

Au total, la trésorerie du Groupe a augmenté de 34 millions d'euros au cours du premier semestre 2016-2017 pour atteindre 83 millions d'euros.

4.15. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie

La politique de gestion de la trésorerie mise en place par le Groupe vise à minimiser le risque de change transactionnel en réduisant au minimum la position en dollars, via des ventes à terme ou des opérations sur le comptant. Le reste de la trésorerie est investi sur des placements monétaires à faible risque.

5. Informations sur les tendances

Pour le second semestre de l'exercice 2016-2017, la croissance de la demande de produits pour les applications de radiofréquence (RF) et d'électronique de puissance (Power) devrait être robuste et compenser les effets liés à l'arrivée en fin de cycle de vie des produits PD-SOI.

Pour l'ensemble de l'exercice 2016-2017, Soitec précise son objectif de chiffre d'affaires total, attendu en croissance modérée à un chiffre par rapport à l'exercice 2015-2016 (à taux constants). Le taux de marge d'EBITDA de l'activité Electronique (EBITDA/chiffre d'affaires, définition de l'EBITDA précisée dans le paragraphe 6.1.6.) devrait être du même ordre que celui atteint au premier semestre de l'exercice 2016-2017 (soit une marge d'EBITDA de l'ordre de 16,5%).

6. Informations financières

6.1. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2016

6.1.1. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015 retraité*, **
Ventes	7.3	112 134	108 854
Coût des ventes	-	(80 105)	(81 799)
Marge brute	7.3	32 029	27 055
Frais commerciaux et de marketing	7.3	(3 429)	(2 564)
Frais de recherche et développement	7. 5.2	(9 670)	(8 027)
Frais généraux et administratifs	7.3	(9 493)	(8 543)
Résultat opérationnel courant	7.3	9 435	7 921
Autres produits opérationnels	7. 5.4	-	-
Autres charges opérationnelles	7. 5.4	(1 216)	(5 290)
Résultat opérationnel	-	8 220	2 630
Produits financiers	-	1 017	73
Charges financières	-	(6 906)	(12 768)
Résultat financier	-	(5 889)	(12 694)
Résultat avant impôt	-	2 331	(10 064)
Impôt	7. 5.5	(243)	(320)
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	-	2 088	(10 384)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	7.5.6	1 053	(32 422)
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	3 141	(42 804)
Résultat net (part du groupe)	-	3 141	(42 804)
Résultat net de base par action en euros	-	0,01	(0,19)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-	0,00	(0,04)
<i>Dont activités abandonnées</i>	-	0,00	(0,14)
Résultat global net dilué par action en euros	-	0,01	(0,19)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-	0,00	(0,04)
<i>Dont activités abandonnées</i>	-	0,00	(0,14)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment « Autres Activités » et des activités de financement liés à la centrale Sud-africaine, les autres activités du segment Energie Solaire ayant quant à elles, pour mémoire, été retraitées en « activités abandonnées » au 30 septembre 2015.

** Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le compte de résultat au 30 septembre 2015 a été corrigé de la charge d'impôt de 282 milliers d'euros due au titre du premier semestre de l'exercice 2015-2016, pour la filiale de Singapour.

6.1.2. Résultat global

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015 retraité*, **
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.1.4	3 141	(42 804)
<i>Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :</i>			
Ecart de change sur conversion des entités étrangères total	6.1.4	1 261	(681)
Ecart de change sur conversion des entités étrangères recyclé au compte de résultat	6.1.4		17 684
<i>Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :</i>			
Réévaluations du passif net au titre des régimes à prestations définies	6.1.4	(2 813)	-
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	6.1.4	(1 552)	17 003
Résultat global de la période	6.1.4	1 590	(25 801)
Résultat global net (part du Groupe)	6.1.1	1 590	(25 801)

*Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment « Autres Activités » et des activités de financement liés à la centrale Sud-africaine, les autres activités du segment Energie Solaire ayant quant à elles, pour mémoire, été retraitées en « activités abandonnées » au 30 septembre 2015.

** Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le compte de résultat au 30 septembre 2015 a été corrigé de la charge d'impôt de 282 milliers d'euros due au titre du premier semestre de l'exercice 2015-2016, pour la filiale de Singapour.

6.1.3. Etat de situation financière consolidée (bilan)

Actif (en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actifs non courants :			
Immobilisations incorporelles	7.4.1	2 817	3 823
Projets de développements capitalisés	7.4.1	1 669	1 855
Total immobilisations incorporelles		4 486	5 678
Immobilisations corporelles	7.4.2	116 511	120 642
Actifs financiers non courants	7.4.3	9 850	8 900
Autres actifs non courants	7.4.4	22 068	24 692
Total des actifs non courants		152 915	159 912
Actifs courants :			
Stocks	7.4.5	32 140	30 910
Clients et comptes rattachés	7.4.6	33 544	40 436
Autres actifs courants	-	20 330	17 508
Actifs financiers courants	-	205	1 444
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.4.7	83 122	49 068
Actifs destinés à être cédés et abandonnés (1)	7.4.8	27 218	25 856
Total des actifs courants	-	196 559	165 222
Total de l'actif		349 474	325 134
Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2016	31 mars 2016 retraité *
Capitaux propres :			
Capital social	6.1.4	60 623	23 132
Primes liées au capital	6.1.4	888 072	780 441
Actions propres	6.1.4	(475)	(475)
Réserves et report à nouveau	6.1.4	(812 947)	(817 076)
Autres réserves	6.1.4	4 577	6 129
Capitaux propres (part du Groupe)	6.1.4	139 850	(7 849)
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé	6.1.4	139 850	(7 849)
Passifs non courants :			
Dettes financières à long terme	7.4.11	101 876	159 980
Provisions et autres passifs non courants (2)	7.4.12	16 302	14 148
Total des passifs non courants	-	118 178	174 128
Passifs courants :			
Dettes financières à court terme	7.4.11	16 675	58 960
Fournisseurs	-	27 384	42 551
Provisions et autres passifs courants (2)		34 580	40 861
Passifs des activités abandonnées (1)	7.4.8	12 808	16 483
Total des passifs courants	-	91 447	158 855
Total Passif		349 474	325 134

* Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le bilan au 31 mars 2016 a été corrigé de la charge d'impôt d'un montant de 738 milliers d'euros due au titre des exercices antérieurs pour la filiale de Singapour

(1) Les segments Autres activités et Energie Solaire ont été classés en activités abandonnées au 31 mars 2016, conformément à la norme IFRS 5.

(2) Les provisions pour restructurations sont analysées au paragraphe 7.4.13.

6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2016 publié	231 324 184	23 132	780 442	(475)	(816 339)	6 129	(7 111)	-	(7 111)
Impact correction d'erreurs					(738)		(738)		(738)
31 mars 2016 retraité *	231 324 184	23 132	780 442	(475)	(817 076)	6 129	(7 849)	-	(7 849)
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :									
Ecart de change sur conversion des entités étrangères total	-	-	-	-		1 261	1 261	-	1 261
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :									
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	(2 813)	(2 813)	-	(2 813)
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	-	-	-	(1 552)	(1 552)	-	(1 552)
Résultat de la période – Activités poursuivies	-	-	-	-	2 087	-	2 087	-	2 087
Résultat de la période – Activités abandonnées	-	-	-	-	1 054	-	1 054	-	1 054
Résultat global de la période	-	-	-	-	3 141	(1 552)	1 590	-	1 590
Capital et primes d'émission du capital									
Opération sur capital	374 906 033	37 491	114 415	-	-	-	151 906	-	151 906
Frais d'augmentation de capital	-	-	(6 785)	-	-	-	(6 785)	-	(6 785)
Emprunt obligataire convertible									
Composante capitaux propres des instruments financiers composés (rachat océanes 2018)	-	-	-	-		-		-	
Autres éléments									
Paiements fondés sur les actions	-	-	-	-	872	-	872	-	872
Autres					116		116		116
30 septembre 2016	606 230 217	60 623	888 072	(475)	(812 947)	4 577	139 850	-	139 850

* Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le bilan au 31 mars 2016 a été corrigé de la charge d'impôt d'un montant de 738 milliers d'euros due au titre des exercices 2014-2015 et 2015-2016 pour la filiale de Singapour

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2015 publié	231 188 426	23 119	782 058	(475)	(737 473)	(17 270)	49 958	-	49 958
Impact correction d'erreurs					(159)		(159)		(159)
31 mars 2015 retraité **	231 188 426	23 119	782 058	(475)	(737 633)	(17 270)	49 799	-	49 799
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :									
Ecart de change sur conversion des entités étrangères total	-	-	-	-	(6 006)	5 325	(681)	-	(681)
Ecart de change sur conversion des entités étrangères – recyclé au compte de résultat	-	-	-	-	(15 268)	32 952	17 684	-	17 684
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :									
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global, net d'impôts	-	-	-	-	(21 274)	38 277	17 003	-	17 003
Résultat de la période – Activités poursuivies	-	-	-	-	(10 383)	-	(10 383)	-	(10 383)
Résultat de la période – Activités abandonnées	-	-	-	-	(32 422)	-	(32 422)	-	(32 422)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(64 079)	38 277	(25 802)	-	(25 802)
Capital et primes d'émission du capital									
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	114 894	11	-	-	(11)	-	-	-	-
Opérations ABSAARS	-	-	(675)	-	-	-	(675)	-	(675)
Opération sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'augmentation de capital nets	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Variations de périmètres									
TUP de Soitec Specialty Electronics à Soitec France	-	-	-	-	15 930	(15 930)	-	-	-
Autres éléments									
Impact IFRIC 21	-	-	-	-	-	(661)	(661)	-	(661)
Paiements fondés sur les actions	-	-	-	-	(291)	-	(291)	-	(291)
Autres	-	-	-	-	1	-	1	-	1
30 septembre 2015 retraité **	231 303 320	23 130	781 382	(475)	(786 083)	4 416	22 370	-	22 370

** Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le bilan au 31 mars 2015 a été corrigé de la charge d'impôt d'un montant de 159 milliers d'euros due au titre de l'exercice 2014-2015 et le résultat au 30 septembre 2015 tient compte d'un impôt de 282 milliers d'euros pour la filiale de Singapour.

6.1.5. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015 retraité*, **
Résultat net des activités poursuivies	6.1.1	2 087	(10 382)
Résultat net des activités abandonnées	6.1.1-7.5.6	1 054	(32 422)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.1.1	3 141	(42 804)
Elimination des éléments non monétaires :			
Quote-part de résultat mis en équivalence	-	-	
Dotations aux amortissements	7.5.3	11 070	13 149
Dépréciations pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés	7.4.1-7.4.2	(446)	335
Dotations aux provisions nettes	-	(1 207)	(1 020)
Dotations aux provisions pour retraite	-	256	264
Résultat sur cessions d'actifs	-	(297)	(100)
Variation des impôts	7.5.5	243	319
Résultat financier	-	5 889	12 693
Paielements fondés sur les actions	7.4.10	872	(241)
Éléments non monétaires liées aux activités abandonnées	-	(5 873)	2 514
Total des éléments non monétaires	-	10 506	27 913
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>16 379</i>	<i>25 400</i>
EBITDA		13 647	(14 891)
<i>Dont activités poursuivies</i>		<i>18 466</i>	<i>15 018</i>
Augmentation (diminution) de trésorerie sur :			
Stocks	-	(3 117)	(6 410)
Clients et comptes rattachés	-	6 928	1 895
Autres créances	-	(1 054)	6 534
Fournisseurs et comptes rattachés	-	(14 189)	(9 800)
Autres dettes	-	(4 824)	4 068
Variation du BFR des activités abandonnées	-	338	19 716
Variation du BFR	-	(15 916)	16 004
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>(16 254)</i>	<i>(3 712)</i>
Flux de trésorerie générés par l'activité	-	(2 269)	1 113
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>2 212</i>	<i>11 305</i>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	(552)	(331)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	(3 540)	(2 456)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	297	144
(Acquisitions) et cessions d'actifs financiers (1)	-	792	(1 179)
Flux d'(investissement) et désinvestissement des activités abandonnées (2)	-	783	28 622
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-	(2 221)	24 800
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>(3 003)</i>	<i>(3 822)</i>

Sommes reçues des actionnaires : augmentation de capital et exercice de stock-options (3)	-	145 294	(1)
ABSAAR	-	-	(675)
Emission d'emprunts (4)	7.4.11	-	65 363
Tirages de lignes de crédit (4)	7.4.11	9 245	-
Remboursement d'emprunts (y compris contrat de location financement) (5)	7.4.11	(110 721)	(19 668)
Intérêts financiers reçus	-	64	58
Intérêts financiers versés	-	(5 424)	(4 729)
Flux de financement des activités abandonnées (6)	-	(4)	(18 153)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-	38 454	22 195
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>38 458</i>	<i>40 348</i>
Effet de la variation des cours des devises	-	89	33
Variation de la trésorerie nette	-	34 054	48 141
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>37 757</i>	<i>59 370</i>
Trésorerie à l'ouverture	-	49 068	22 911
Trésorerie à la clôture	-	83 122	71 052

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 «activités abandonnées», le tableau de flux de trésorerie a été retraité des activités des segments Energie Solaire et Autres Activités classées en activités abandonnées (voir note 7.1).

** Dans le cadre de l'application de la norme IAS 8, le compte de résultat au 30 septembre 2015 tient compte d'une charge d'impôt de 282 milliers d'euros due au titre du premier semestre de l'exercice 2015-2016, pour la filiale de Singapour

(1) Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont principalement composés de :

- Au 30 septembre 2016, levée de garantie qui a permis la récupération de 1 million d'euros bloqué depuis 2012 chez Soitec SA minoré d'un complément de versement sur l'acquisition des titres Technocom (200 milliers d'euros).
- Au 30 septembre 2015, acquisitions des titres de participations non consolidés Exagan et Technocom.

(2) Les flux d'investissements liés aux activités abandonnées correspondent principalement :

- Au 30 septembre 2016, 2,2 millions d'euros ont été reçus par le groupe qui correspondent à des revenus sur les actifs financiers liés à Touwsrivier minorés d'une charge financière relative aux actions menées pour réduire le risque de garanties du segment Energie Solaire en Afrique du Sud.
- Au 30 septembre 2015 : 26 686 milliers d'euros ont été encaissés au titre de la cession du bâtiment de San Diego et 1 731 milliers d'euros au titre de la vente des centrales solaires de Rians (France) et de Poggio Santa Lucia (Italie). Une créance de 480 milliers d'euros restait à recevoir au 30 septembre 2015 et a été encaissée au début du deuxième semestre de l'exercice.

(3) Au cours du 1^{er} semestre 2016-2017, le groupe a procédé à plusieurs augmentations de capital pour un montant total de 145 294 milliers d'euros dont 114,5 millions d'euros de prime d'émission et 6,5 millions d'euros de frais d'augmentation de capital décaissés.

(4) Les émissions d'emprunts et les lignes de crédit concernent :

- Au 30 septembre 2016, le tirage d'une nouvelle ligne de crédit pour 9 245 milliers d'euros, qui correspond au préfinancement du crédit d'impôt recherche.
- Au 30 septembre 2015, l'émission d'un nouvel emprunt de 53 880 milliers d'euros dans le cadre du protocole de conciliation homologué par le Tribunal de Commerce de Grenoble le 5 mai 2015, la signature d'un nouveau contrat de location financement pour un montant de 11 000 milliers d'euros et la mise en place de financement à très court terme pour 483 milliers d'euros.

(5) Les remboursements d'emprunts incluent :

- Au cours du 1^{er} semestre 2016-2017, Soitec a procédé au rachat d'une partie des OCEANE pour 58 millions d'euros et au remboursement des partenaires pour 42 millions d'euros. Le remboursement des lignes de crédit s'est élevé à 6 millions d'euros et celui de la dette des contrats de location à 4 millions d'euros.
- Au 30 septembre 2015, le remboursement du nouvel emprunt à hauteur de 11 883 milliers d'euros, de lignes de crédit pour 4 887 milliers d'euros, de dette de contrat de location financement pour 2 414 milliers d'euros et de financement à très court terme pour 483 milliers d'euros.

(6) Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées comprennent principalement :

- Au 30 septembre 2015, le remboursement de la dette liée au bâtiment de San Diego (vendu au cours du premier semestre) pour 16 213 milliers d'euros et le remboursement de la dette liée à l'acquisition des parts détenues par Reflexite pour 1 126 milliers d'euros.

7. Notes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 septembre 2016

7.1. Présentation de la Société et de l'activité

Soitec S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française et cotée à Euronext Paris, compartiment B. Soitec S.A. et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe ». Soitec S.A. est ci-après dénommée « la Société ».

- **Application d'IFRS 5 sur les activités abandonnées et à céder**

Les différents segments d'activité du Groupe sont décrits dans la note 7.3 Information sectorielle.

Activités abandonnées

La rupture des négociations avec ConcenSolar pour la cession de certains actifs de l'activité Energie Solaire, annoncée dans le communiqué de presse du 5 août 2015, a conduit Soitec à poursuivre son plan d'arrêt des activités de production et de recherche et développement à San Diego (Etats-Unis) et Freiburg (Allemagne) ainsi que la vente des actifs résiduels. Les critères de la norme IFRS 5 étant satisfaits, le résultat net des activités abandonnées est présenté sur une seule ligne « Résultat net des activités abandonnées » au niveau du résultat net.

Sont inclus dans les activités abandonnées et à céder les actifs financiers liés à la centrale solaire en Afrique du Sud : les titres mis en équivalence pour CPV Power Plant et CPV Bond détenus à hauteur de 20%, et le financement (principal et intérêts) consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier, dont le Groupe considère le critère hautement probable de vente dans un délai de 12 mois. Ces actifs financiers étaient présentés sur l'exercice précédent comme destinés à la vente en activités poursuivies. Pour permettre la comparaison, les états financiers de l'exercice 2015-2016 ont été retraités.

En raison des délais probables pour la réalisation de sa récupération, le dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud est maintenu dans les actifs financiers non courants.

Par ailleurs, dans le segment "autres activités", dans le domaine de l'éclairage, le Groupe a cédé en décembre 2015 sa filiale américaine de recherche et développement Soitec Phoenix Labs. Les actifs résiduels et le personnel affectés à cette activité ont été transférés en mars 2016 à une société CEOTIS dont le groupe ne détient pas le contrôle. La vente de la filiale française Altatech, dans le domaine de la vente d'équipements, a été conclue le 29 mars 2016. Du fait de leur cession effective sur l'exercice, ces activités sont également traitées comme activités abandonnées : le résultat est présenté sur la ligne distincte « Résultat net des activités abandonnées » au niveau du résultat net, avec le résultat de l'activité Energie Solaire.

Activités poursuivies

Les activités poursuivies comprennent le segment Electronique et un actif du segment Energie Solaire maintenue dans les activités poursuivies (dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire sud-africain).

Les actifs et passifs des activités abandonnées et à céder sont décrits dans la note 7.3.8.

7.2. Règles et méthodes comptables

7.2.1. Principes de préparation des états financiers

- **Base de préparation**

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2016.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2016 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé Parc Technologique des Fontaines à Bernin (38190), ou sur le site internet www.soitec.com.

• Méthodes comptables

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2016 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2016 à l'exception des éléments ci-dessous et de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

Le Groupe a adopté les normes, amendements aux normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er avril 2016 :

- amendement d'IAS 1 : Initiative concernant les informations à fournir,
- amendements d'IAS 19 : Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel,
- amendements d'IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune,
- amendements d'IAS 16 et d'IAS 38 : Clarification sur les modes d'amortissements acceptables
- améliorations annuelles 2012-2014 des IFRS (septembre 2014).

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est facultative au 30 septembre 2016 et notamment IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16.

L'impact résultant de l'adoption de ces normes, amendements et interprétations que le Groupe n'a pas adopté par anticipation est en cours d'évaluation.

• Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers requiert de la part de la Direction du Groupe, des estimations et hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l'annexe à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Les jugements, les estimations et les hypothèses sont élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes à cette date, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles notamment en ce qui concerne les coûts liés aux fermetures ou cessions du Segment Activité Solaire et la valeur recouvrable des actifs de Singapour. Concernant les actifs en cours de cession, les prix de vente attendus ne sont pas inférieurs à leur valeur nette comptable.

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2016 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2016 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

• Retraitement de l'exercice clos au 31 mars 2016

Les états financiers au 31 mars 2016 ont fait l'objet d'une régularisation en matière d'impôt sur les sociétés comptabilisée conformément à la norme IAS 8. La charge d'impôt relative à la filiale de Singapour a été augmentée de 738 milliers d'euros (entraînant une diminution du résultat net à due concurrence), en contrepartie d'une diminution des réserves et du report à nouveau.

7.2.2. Événements de la période

• Augmentations de capital et remboursement de la dette financière

Soitec a réalisé des augmentations de capital réservées respectivement à Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise, conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 29 avril 2016.

Dans le cadre de ces augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, Bpifrance Participations a souscrit 31 630 163 actions nouvelles représentant 8,54% du capital post opération au prix unitaire de 0,55 euro, soit une augmentation de capital d'un montant de 17 396 589,65 euros (prime d'émission incluse). A l'issue de cette opération, les participations en capital et en droits de vote de Bpifrance Participations s'établissent respectivement à 14,5% et 14,055%.

CEA Investissement a souscrit 53 701 944 actions nouvelles représentant 14,5% du capital post opération au prix unitaire de 0,55 euro, soit une augmentation de capital d'un montant de 29 536 069,20 euros (prime d'émission incluse). A l'issue de cette opération, les participations en capital et droits de vote de CEA Investissement s'établissent respectivement à 14,5% et 14,055%.

NSIG Sunrise a souscrit 53 701 944 actions nouvelles représentant 14,5% du capital post opération au prix unitaire de 0,55 euro, soit une augmentation de capital d'un montant de 29 536 069,20 euros (prime d'émission incluse). A l'issue de cette opération, les participations en capital et en droits de vote de NSIG Sunrise s'établissent respectivement à 14,5% et 14,055%.

Au total, ces trois opérations se traduisent par l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris de 139 034 051 actions nouvelles émises au prix unitaire de 0,55 euro, soit un montant total de 76 468 728,05 euros, prime d'émission incluse.

Puis la Société a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, en émettant 235 682 510 actions nouvelles au prix unitaire de 0,32 euros, représentant un montant total de 75 418 403,20 euros, prime d'émission incluse.

La réalisation des augmentations de capital pour un montant total brut de 151,9 millions d'euros (produit net d'environ 145 millions d'euros) a été affecté au remboursement du solde des prêts relais accordés en mai 2015 par BPIFrance Participations, CEA Investissement et Shin Estu Handotai et au paiement des intérêts, pour un montant total de 44,6 millions d'euros, au paiement des factures du CEA Leti qui faisaient l'objet d'un moratoire pour un montant de 7,8 millions d'euros, et au rachat de 59% des obligations convertibles arrivant à échéance en septembre 2018 pour un montant de 58,3 millions d'euros.

Grâce à la réalisation des opérations de recapitalisation dans son ensemble, Soitec dispose d'une structure actionnariale renforcée et de marges de manœuvres financières restaurées, qui vont lui permettre de se consacrer à la poursuite de sa stratégie de croissance profitable dans son cœur de métier, l'électronique.

• Plan d'attribution d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration en date du 26 juillet 2016 a décidé d'attribuer un nombre maximum de 295 703 actions de préférence au bénéfice de salariés et mandataires sociaux éligibles. L'objectif de ce plan est d'encourager collectivement les participants à persévérer dans leurs efforts et à leur permettre de participer aux fruits de la croissance du Groupe en faisant converger leurs intérêts avec ceux des actionnaires de la Société.

Le nombre d'actions qui seront octroyées dépend de la réalisation de conditions de performance basées sur l'atteinte d'un cours de bourse cible et de critères de performance interne basés sur l'atteinte d'un niveau d'EBITDA cible sur les exercices 2017 et 2018, ainsi que sur des conditions de présence.

Les impacts dans les comptes au 30 septembre 2016 sont précisés au 7.4.10.

7.2.3. Périmètre de consolidation

Toutes les participations détenues par le Groupe sont placées sous le contrôle de la Société mère.

Le Groupe considère qu'il détient un contrôle sur une entité faisant l'objet d'un investissement lorsque (i) il détient le pouvoir sur cette entité, (ii) il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison des liens avec cette entité, et (iii) il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient de l'entité.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif et jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Au 30 septembre 2016, les états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et des filiales ci-dessous :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Soitec USA Inc.	1997	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Japan Inc.	Juin 2004	100,00 %	Japon	Yen japonais
Soitec Microelectronics Singapore Pte LTD	Juin 2006	100,00 %	Singapour	Dollar américain
Soitec Korea	Juillet 2011	100,00 %	Corée du Sud	Dollar américain
Soitec Corporate Services	Juillet 2012	100,00 %	France	Euro
Soitec Trading Shanghai	Novembre 2013	100,00 %	Chine	Yuan

Entités du secteur Energie Solaire :

Soitec Solar GmbH	Décembre 2009	100,00 %	Allemagne	Euro
Soitec Solar Inc.	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Industries LLC	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar USA Real Estate LLC	Janvier 2014	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Development LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar France	Octobre 2011	100,00 %	France	Euro
Soitec Solar Chile	Juillet 2013	100,00 %	Chili	Pesos chilien
Soitec Solar RSA Ltd	Avril 2011	100,00 %	Afrique du Sud	Rand

Dans le cadre de son activité Energie Solaire, le Groupe a pu être amené à créer des structures juridiques dédiées pour héberger les permis, autorisations administratives, coûts et revenus liés à un projet de ferme solaire. En règle générale, ces structures juridiques étaient destinées à être cédées à des investisseurs une fois les projets suffisamment avancés.

Les entités créées et placées sous le contrôle du Groupe et consolidées sont les suivantes :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Newberry Solar 1 LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Sorrel Solar Farm LLC	Février 2012	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
CPV Power Plant n°1 Equity SPV Ltd	Février 2014	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
CPV Power Plant n°2 Ltd	Septembre 2010	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
Black Mountain CPV PP n° 3	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand
Schmidtsdrift CPV PP n° 4	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand

Les entités précédemment consolidées et sorties du périmètre de consolidation ou mises en équivalence au cours de l'exercice sont les suivantes :

Entités	Variation de périmètre
Soitec Solar Italia Srl	Société liquidée
CPV Power Plant n°1 Ltd	Classée en actif destiné à être cédé
CPV Power plant n°1 Bond SPV Ltd	Classée en actif destiné à être cédé

7.3. Information sectorielle

Le Groupe poursuit sa stratégie de recentrage sur le cœur de métier « Electronique » annoncée au cours de l'exercice 2015-2016. Le détail de la distinction entre « activités abandonnées » et « activités poursuivies » est précisé en note 7.1.

Au cours de l'exercice 2016-2017, le Groupe a opéré sur trois secteurs d'activité :

- Le segment Electronique

Ce segment inclut les activités historiques du Groupe dans le secteur du semi-conducteur, soit la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie des semi-conducteurs (secteur Electronique). Le segment comporte deux unités génératrices de trésorerie : SOI 300mm et SOI 200mm.

- Le segment Autres activités

Ce segment inclut le développement de matériaux destinés à la fabrication de diodes électroluminescentes et la vente d'équipements (secteur autres activités) ; les actifs résiduels du segment de l'éclairage ont été apportés à une société non consolidée en mars 2016 et la filiale Altatech (équipements) a été vendue, également en mars 2016. Du fait de ces cessions, les résultats de ces activités sont présentés en « activités abandonnées ».

- Le segment Energie solaire

Ce segment inclut la production et la commercialisation de modules photovoltaïques à concentration, la réalisation, la conception et la construction de projets de centrales solaires photovoltaïques clés en main et l'exploitation d'installations photovoltaïques (segment Energie Solaire).

Les activités du segment Energie Solaire sont présentées en activités abandonnées, à savoir:

- Les activités de financement liées à la centrale solaire Sud-africaine de Touwsrivier : les titres pour CPV Power Plant n°1 Ltd (« Touwsrivier ») détenue à 20 % et sa filiale CPV Bond et le financement (principal et intérêts) consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier,
- le reste des activités du segment qui comprennent principalement des activités de maintenance, notamment en Europe et aux Etats-Unis.

Seul le dépôt de garantie liée à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud a été conservé en activités poursuivies compte tenu de délai de récupération à long terme.

Information sur le calcul de l'EBITDA

L'EBITDA présenté dans le tableau de l'analyse sectorielle représente le résultat opérationnel courant (EBIT) avant dépréciations, amortissements, éléments non monétaires liés aux paiements fondés sur les actions et aux variations des provisions sur les éléments de l'actif courant et des provisions pour risques et charges. Cet indicateur est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles. L'EBITDA n'est pas défini par une norme IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative à tout autre indicateur financier.

L'information sectorielle se présente comme suit :

- **Répartition du résultat**

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*			Total
	Electronique	Autres activités	Energie solaire	
Ventes	112 134			112 134
Marge brute	32 029			32 029
<i>Frais de recherche bruts</i>	<i>(21 315)</i>			<i>(21 315)</i>
<i>Ventes de prototypes et autres revenus</i>	<i>2 198</i>			<i>2 198</i>
<i>Subventions et avances remboursables</i>	<i>9 446</i>			<i>9 446</i>
Frais de recherche nets	(9 670)			(9 670)
Frais commerciaux	(3 429)			(3 429)
Frais généraux et administratifs	(9 492)			(9 492)
Résultat opérationnel courant	9 436			9 436
Résultat net des activités abandonnées			-	-
Autres produits opérationnels	-			-
Autres charges opérationnelles	(1 216)			(1 216)
Autres produits et charges opérationnelles	(1 216)		-	(1 216)
EBIT	8 221			8 220
<i>Amortissements</i>	<i>11 070</i>			<i>11 070</i>
<i>Dépréciation pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés</i>	<i>(446)</i>			<i>(446)</i>
<i>Paiements fondés sur les actions</i>	<i>872</i>			<i>872</i>
<i>(Reprise) / Dépréciation pour perte de valeur des titres mis en équivalence</i>				-
<i>Dotations aux provisions nettes</i>	<i>(1 207)</i>			<i>(1 207)</i>
<i>Dotations aux provisions retraite</i>	<i>256</i>			<i>256</i>
<i>Résultat sur cession d'actif</i>	<i>(297)</i>			<i>(297)</i>
Eléments non monétaires des activités abandonnées		(1 200)	(3 621)	(4 821)
EBITDA	18 467	(1 200)	(3 621)	13 648

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire et des Autres Activités, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*				
(en milliers d'euros)	Electronique	Autres activités	Energie solaire	Total
Ventes	108 854	-	-	108 854
Marge brute	27 055	-	-	27 055
<i>Frais de recherche bruts</i>	<i>(19 810)</i>	-	-	<i>(19 810)</i>
<i>Ventes de prototypes et autres revenus</i>	<i>2 321</i>	-	-	<i>2 321</i>
<i>Subventions et avances remboursables</i>	<i>9 463</i>	-	-	<i>9 463</i>
Frais de recherche nets	(8 026)	-	-	(8 026)
Frais commerciaux	(2 565)	-	-	(2 565)
Frais généraux et administratifs	(8 542)	-	-	(8 542)
Résultat opérationnel courant	7 920	-	-	7 920
Résultat net des activités abandonnées	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	-	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(5 290)	-	-	(5 290)
Autres produits et charges opérationnelles	(5 290)	-	-	(5 290)
EBIT	2 630	-	-	2 630
<i>Amortissements</i>	<i>13 149</i>	-	-	<i>13 149</i>
<i>Dépréciation pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés</i>	<i>335</i>	-	-	<i>335</i>
<i>Paielements fondés sur les actions</i>	<i>(241)</i>	-	-	<i>(241)</i>
<i>(Reprise) / Dépréciation pour perte de valeur des titres mis en équivalence</i>	-	-	-	-
<i>Dotations aux provisions nettes</i>	<i>(1 019)</i>	-	-	<i>(1 019)</i>
<i>Dotations aux provisions retraite</i>	<i>264</i>	-	-	<i>264</i>
<i>Résultat sur cession d'actif</i>	<i>(101)</i>	-	-	<i>(101)</i>
Eléments non monétaires des activités abandonnées	-	(5 048)	(24 860)	(29 908)
EBITDA	15 018	(5 048)	(24 860)	(14 891)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire et des Autres Activités, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

- Répartition du bilan

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016*			Total
	Electronique	Autres activités	Energie Solaire	
Immobilisations incorporelles nettes	4 487	-	-	4 487
Immobilisations corporelles nettes	116 511	-	-	116 511
Actifs financiers	6 441	-	3 409**	9 850
Actifs non courants (1)	127 439	-	3 409	130 848
Stocks	32 140	-	-	32 140
Clients et comptes rattachés	33 544	-	-	33 544
Actifs financiers courants	205	-	-	205
Autres actifs courants	20 330	-	-	20 330
Actifs courants (2)	86 219	-	-	86 219
Fournisseurs et comptes rattachés	27 385	-	-	27 385
Autres dettes courantes et non courantes	49 770	-	-	49 770
Passifs courants et non courants (3)	77 155	-	-	77 155
Actifs des activités abandonnées et à céder (a)	-	-	27 212	27 212
Passifs des activités abandonnées et à céder (b)	-	156	12 651	12 807
Actifs nets des activités abandonnées (4 = a - b)	-	(156)	14 561	14 405
Capitaux employés (1) + (2) - (3) + (4)	136 503	(156)	17 970	154 317

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le bilan consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire et des Autres Activités, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

Les actifs financiers courants et non courants ont été inclus dans la répartition du bilan sectoriel au 30 septembre 2016 et 30 septembre 2015.

**Les actifs financiers non courants sur le segment Energie Solaire concernent un dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud pour 3 409 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	30 septembre 2015*			
	Electronique	Autres activités	Energie Solaire	Total
Immobilisations incorporelles nettes	7 120	-	-	7 120
Immobilisations corporelles nettes	144 928	-	-	144 928
Actifs financiers**	6 204	-	4 740**	10 944
Actifs non courants (1)	158 252	-	4 740	162 992
Stocks	32 135	-	-	32 135
Clients et comptes rattachés	32 227	-	-	32 227
Actifs financiers courants	815	-	-	815
Autres actifs courants	16 899	-	-	16 899
Actifs courants (2)	82 076	-		82 076
Fournisseurs et comptes rattachés	36 007	-	-	36 007
Autres dettes courantes et non courantes	54 662	-	-	54 662
Passifs courants et non courants (3)	90 669	-	-	90 669
Actifs des activités abandonnées et à céder (a)***	-	5 973	39 105	45 078
Passifs des activités abandonnées et à céder (b)	-	4 467	41 384	45 851
Actifs nets des activités abandonnées (4 = a - b)	-	1 506	(2 279)	(773)
Capitaux employés (1) + (2) - (3) + (4)	149 659	1 506	2 461	153 626

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le bilan consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire et des Autres Activités, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

Les actifs financiers courants et non courants ont été inclus dans la répartition du bilan sectoriel au 30 septembre 2016 et 30 septembre 2015.

**Les actifs financiers non courants sur le segment solaire concernent un dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud pour 4 740 milliers d'euros.

***Les actifs destinés à la vente liés à la centrale située en Afrique du Sud ont été inclus dans les actifs des activités abandonnées et à céder pour des besoins de comparaison.

- Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par secteur s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
<i>SOI 300mm</i>	22 031	22 505
<i>Small diameters</i>	87 384	83 828
<i>Royalties</i>	2 719	2 520
Total Electronique	112 134	108 853
Chiffre d'affaires total	112 134	108 853

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, le chiffre d'affaires des segments Energie Solaire et Autres Activités a été reclassé en « Résultat des activités abandonnées » (voir note 7.5.6).

7.4. Notes sur le bilan

N'ayant pas identifié de nouveaux indices de perte de valeur, le Groupe n'a pas actualisé les tests de dépréciation lors de l'arrêté semestriel au 30 septembre 2016.

7.4.1. Immobilisations incorporelles

Au cours du premier semestre 2016-2017, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Projets de développement capitalisés	Concessions, brevets et autres droits	Logiciels	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2016	1 855	1 072	2 099	653	5 678
Mises en service (valeur brute)	-		552	(552)	-
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	551	551
Amortissements (dotations de la période)	(186)	(263)	(1 294)	-	(1 743)
30 septembre 2016	1 669	810	1 357	651	4 486

7.4.2. Immobilisations corporelles

Au cours du premier semestre 2016-2017, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Autres	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2016	82 918	31 838	665	5 221	120 642
Mises en service (valeur brute)	586	3 987	27	(4 600)	-
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	4 044	4 044
Ecart de conversion	706	-	-	-	706
Amortissements (dotations de la période)	(4 689)	(4 377)	(264)	-	(9 327)
Provisions pour dépréciations		446			446
30 septembre 2016	79 524	31 894	428	4 665	116 511

Pour rappel, le Groupe a, sur l'exercice précédent, concernant le bâtiment industriel de Singapour et conformément à la norme IAS 36, fait actualiser l'évaluation de la valeur de marché de l'actif, et a parallèlement déterminé sa valeur d'utilité sur la base de son plan d'affaires qui confirme le besoin à moyen terme d'une extension de capacité pour la production de plaques de 300 mm. Le test a amené le Groupe à constater une dépréciation pour perte de valeur d'un montant de 20,1 millions d'euros dans les comptes au 31 mars 2016.

Pour la clôture au 30 septembre 2016, aucun nouvel indice de perte de valeur n'a été identifié ni sur l'actif de Singapour ni sur les autres actifs du groupe.

7.4.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actifs financiers - Participations détenues*	7 268	7 067
Prêts	180	-
Dépôts et cautionnements	8 822	8 822
Liquidités soumises à restrictions	133	133
Valeur brute	16 403	16 023
Actifs financiers - Participations détenues	(1 140)	(1 040)
Autres actifs financiers	(5 413)	(6 082)
Provision pour dépréciation	(6 553)	(7 122)
Actifs financiers non courants	9 850	8 900

*La variation de 200 milliers d'euros sur les participations détenues correspond au complément versé sur les titres de Technocom, société détenue à hauteur de 8% par Soitec SA.

7.4.4. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Créances fiscales	21 570	24 219
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations	50	35
Dépôts et cautionnements	447	438
Valeur brute	22 068	24 692
Provision pour dépréciation	-	-
Autres actifs non courants	22 068	24 692

La créance fiscale de 21 570 milliers d'euros au 30 septembre 2016 correspond :

- à la part non courante du crédit impôt recherche au titre des années civiles 2015 et des neufs premiers mois 2016, pour 18 800 milliers d'euros (21 167 milliers d'euros au 31 mars 2016).
- à la part non courante du crédit impôt compétitivité emploi au titre des années civiles 2014 et 2015 et des neufs premiers mois 2016, pour 2 748 milliers d'euros (3 052 milliers d'euros au 31 mars 2016).

Le montant total de la créance de crédit d'impôt recherche (part courante et part non courante) est de 26 813 milliers d'euros (29 709 milliers d'euros au 31 mars 2016).

7.4.5. Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Matières premières	21 275	22 817
En-cours de production	6 643	5 974
Produits finis	12 962	10 629
Valeur brute	40 880	39 420
Provisions pour dépréciations	(8 740)	(8 510)
Valeur nette des stocks	32 140	30 910

Au cours du premier semestre 2016-2017, la valeur des stocks nette varie de +3% (+ 1 230 milliers d'euros) sur le périmètre des activités poursuivies, l'évolution étant principalement imputable à une hausse des stocks de produits finis sur l'électronique.

Les stocks des activités solaires et autres activités, présentés en activités abandonnées ont été intégralement dépréciés au 31 mars 2016. Aucune évolution au 30 septembre 2016 n'a été constatée.

7.4.6. Créances clients

Les créances clients au 30 septembre 2016 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis 90 à 120 jours	Echues depuis plus de 120 jours
Valeur brute	33 918	32 972	477	-	4	-	464
Provision pour dépréciation	(374)	-	-	-	-	-	(374)
Valeur nette	33 544	32 972	477	-	4	-	90

Au 31 mars 2016, les créances clients se présentaient comme suit :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis 90 à 120 jours	Echues depuis plus de 120 jours
Valeur brute	40 838	34 348	5 172	402	176	265	475
Provision pour dépréciation	(402)	-	(21)	-	(16)	(59)	(307)
Valeur nette	40 436	34 348	5 151	402	160	206	169

7.4.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83 122	49 068
Valeur totale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	83 122	49 068

La trésorerie est composée de comptes rémunérés.

Afin de déterminer si un placement est éligible au classement d'équivalents de trésorerie, le Groupe se conforme au communiqué de l'AMF du 3 mai 2011 relatif au classement des OPCVM de trésorerie en équivalents de trésorerie en conformité avec la norme IAS 7.

7.4.8. Activités abandonnées

Les activités abandonnées s'analysent comme suit :

	Actifs et passifs destinés à être cédés et abandonnés	
(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Projets de centrales solaires	307	304
Sociétés mises en équivalence	7 928	8 060
Actifs financiers non courant	15 462	14 433
Autres actifs non courants	9	254
Actifs non courants	23 706	23 051
Clients et comptes rattachés	1 496	1 993
Autres actifs courants	789	679
Actifs financiers courants	1 227	133
Actifs courants	3 512	2 805
Actif total (1)	27 218	25 856
Provisions et autres passifs non courants	-	-
Passifs non courants	-	-
Dettes financières à court terme	1 112	96
Fournisseurs et comptes rattachés	361	589
Provisions et autres dettes courantes	11 335	15 799
Passifs courants	12 808	16 484
Passif total (2)	12 808	16 484
Actif net (1) – (2)	14 410	9 372

Les actifs et passifs des segments Energie Solaire et Autres Activités sont classés en activités abandonnées conformément à IFRS 5.

Les actifs et passifs destinés à être cédés (liés à la centrale solaire de Touwrvier en Afrique du Sud) au 30 septembre 2016 concernent les titres de CPV Power Plant n°1 (Touwrvier) détenus à 20 % et sa filiale CPV Bond (7 928 milliers d'euros au 30 septembre 2016 contre 8 060 milliers d'euros contre au 31 mars 2016) et une créance de 15 132 milliers d'euros au 30 septembre 2016 contre 13 993 milliers d'euros au 31 mars 2016.

Concernant les actifs et passifs classés en activités abandonnées :

- Le poste projets de centrales solaires concerne la centrale de Newberry aux Etats-Unis pour 307 milliers d'euros de terrain (304 milliers d'euros au 31 mars 2016).
- Le poste Actifs financiers non courants concerne les titres de participations détenus dans la société non consolidée de Suncoutim pour 331 milliers d'euros, contre respectivement 331 milliers d'euros et 110 milliers d'euros de restricted cash au 31 mars 2016.
- Le poste « provisions et autres dettes » est principalement constitué des provisions pour restructuration qui sont détaillées dans la note 7.4.13

7.4.9. Affectation du résultat

L'assemblée générale des actionnaires du 25 juillet 2016 a décidé de porter la perte en report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

7.4.10. Paiements fondés sur des actions

La charge relative aux coûts des services rendus au titre du plan d'attribution gratuite d'actions durant la période d'acquisition des droits, s'élève à 872 milliers d'euros pour la période close au 30 septembre 2016.

La valorisation de la juste valeur des actions gratuites est basée sur le cours de bourse à la date d'attribution soit 0,72 euro.

7.4.11. Emprunts et dettes financières

Les échéances de remboursement des emprunts et dettes financières au 30 septembre 2016 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016			Total	31 mars 2016
	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans		
Contrats de location financement :					
Mobilier	7 755	2 851	-	10 606	14 757
Emprunts :					
Emprunt obligataire : OCEANE 2018*	94	38 776	-	38 870	94 102
Emprunts auprès de partenaires**	-	-	-	-	44 193
Autres emprunts et dettes financières :					
Avances remboursables	816	1 960	9 727	12 503	13 324
Fournisseurs financiers	1 480	-	-	1 480	431
Instruments financiers dérivés passifs	97	-	-	97	92
Ligne de crédit autorisée utilisée***	6 432	48 562	-	54 995	52 041
Total des emprunts et dettes financières	16 674	92 149	9 727	118 551	218 939

* La variation sur les emprunts obligataires correspond au rachat de 59% des OCEANES, effectué le 8 juin 2016. Le remboursement a été affecté en totalité sur la part dette des OCEANES.

** Au cours de la période les emprunts auprès de partenaires de 44 193 milliers d'euros (BPI, SEH et CEA) ont été intégralement remboursés.

***La variation des lignes de crédit contient un remboursement de ligne pour 6 422 milliers d'euros et un nouveau préfinancement du crédit d'impôt recherche pour 9 245 milliers d'euros.

7.4.12. Provisions et autres passifs non courants

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Produits constatés d'avance	8 050	9 025
Dépôts et cautionnements reçus	65	63
Passifs non courants	8 115	9 088
Provisions	8 187	5 060
Provisions et autres dettes non courantes	16 302	14 148

Au 30 septembre 2016, les principaux produits constatés d'avance sont les suivants :

- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mars 2011 dans le domaine des capteurs d'images, pour un montant total de 2 935 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 2 283 milliers d'euros et une part courante pour 652 milliers d'euros.
- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mars 2013 dans le domaine des matériaux III-V pour le marché des diodes électroluminescentes, pour un montant total de 902 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 650 milliers d'euros et une part courante pour 252 milliers d'euros.
- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mai 2014 dans le domaine des applications de radio fréquence et des applications de puissance, pour un montant total de 5 946 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 5 118 milliers d'euros et une part courante pour 828 milliers d'euros.

Les provisions pour risques et charges sont constituées de la provision pour engagement de retraite pour un montant de 8 187 milliers d'euros au 30 septembre 2016.

7.4.13. Provisions

- Tableau de variation des provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2016	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Autres éléments du résultat global	30 septembre 2016
Provisions courantes :							
Pour litige**	1 991	77	(503)	(1 258)	-	-	307
Pour restructuration*	2 636	-	(1 210)	(216)	10	-	1 220
Total courant	4 627	77	(1 713)	(1 474)	10	-	1 527
Provisions non courantes :							
Pour retraite	5 060	300	-	-	14	2 813	8 187
Total non courant	5 060	300	-	-	14	2 813	8 187

* Les provisions pour restructuration au 31 mars 2016 sont présentées dans les tableaux de variations ci-après.

**Les provisions pour litiges sont constituées à l'ouverture de diverses sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), commerciale ou fiscale.

La principale variation de la période de -1 761 milliers d'euros correspond à une reprise de provision pour risque CIR pour 802 milliers d'euros, une reprise de provision sur risque URSSAF pour 769 milliers d'euros et une reprise de provision pour litige salariés pour 190 milliers d'euros.

- Provisions pour restructuration des activités poursuivies

Les provisions pour restructurations (courantes et non courantes) sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31 mars 2016		Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	30 septembre 2016
Exercices 2012-2013 et 2013-2014							
- Frais d'arrêt des équipements de production	557		-	(72)	-	-	485
Exercices 2014-2015 : Restructuration du segment Energie Solaire							
- Plan de départ	1 060		-	(828)	(216)	-	16
- Dépréciation des stocks	242		-	(242)	-	-	-
Site de Bernin	1 859		-	(1 142)	(216)	-	501
Exercices 2014-2015 : Cession du fonds de commerce de Soitec Specialty Electronics *							
- Départ des salariés	112		-	(5)	-	-	107
- Démantèlement et remise en état du site	143		-	(62)	-	-	81
Site de Villejust	256		-	(67)	-	-	188
Exercices 2014-2015 : Arrêt de la production							
- Démantèlement des équipements et frais d'arrêt de la production	520		-	-	-	10	530
Site de Singapour	520		-	-	-	10	530
Total part courante et non courante	2 636		-	(1 210)	(216)	10	1 220

- Provisions pour restructuration reclassées en activités abandonnées

Les provisions pour restructuration reclassées en activités abandonnées sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31 mars 2016	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Reclassement	30 septembre 2016
- Plan de départ	845	-	(841)	-	-	-	3
Site de Bernin	845	-	(841)	-	-	-	3
- Départ des salariés	438	-	(419)	-	-	-	18
- Démantèlement de centrales solaires (hors US)	3 204	152	(1 786)	-	-	732	2 302
- Pertes opérationnelles	3 230	-	(604)	-	-	(732)	1 894
- Indemnisation des tiers	740	-	-	-	-	-	740
Site de Freiburg	7 612	152	(2 809)	-	-	-	4 954
- Départ des salariés	127	-	(129)	-	2	-	0
- Pertes opérationnelles	2 359	1 130	(1 810)	-	43	-	1 722
- Démantèlement des centrales solaires situées aux Etats-Unis	878	-	-	-	18	-	896
Site de San Diego	3 364	1 130	(1 939)	-	63	-	2 618
- Pertes opérationnelles	129	108	(80)	-	-	-	157
Site Afrique du Sud	129	108	(80)	-	-	-	157
- Départ des salariés	97	-	(97)	-	-	-	-
Site France	97	-	(97)	-	-	-	-
Total part courante et non courante	12 046	1 390	(5 766)	-	63	-	7 733

7.5. Notes sur le compte de résultat

7.5.1. Frais de personnel

Les frais de personnel enregistrés au cours de la période se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
Charges de personnel y compris charges sociales**	(36 257)	(33 077)
Crédit impôt compétitivité emploi	491	496
Retraites	(290)	(226)
Charges liées aux paiements fondés sur les actions	(872)	240
Total des frais de personnel	(36 929)	(32 567)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les frais de personnel du segment Energie Solaire et Autres activités ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées ». Pour permettre la comparaison, les données au 30 septembre 2015 ont été retraitées.

** Les charges de personnel présentées comprennent également la charge d'intéressement.

L'augmentation de la masse salariale de 4 362 milliers d'euros est principalement liée :

- la charge d'intéressement augmente de 662 milliers d'euros ;
- l'effet salaire impacte à la hausse les charges pour 1 842 milliers d'euros ;
- la charge liée à la valorisation de la charge IFRS 2 du management incentive plan (attribution d'actions gratuites) mis en place au sein du groupe en juillet 2016 s'élève à 872 milliers d'euros, l'impact en charges sociales est de 500 milliers d'euros.

7.5.2. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
Frais opérationnels de recherche et développement bruts	(21 314)	(19 812)
Vente de prototypes	2 198	2 302
Subventions de recherche et développement comptabilisées au résultat	3 466	3 980
Crédit impôt recherche	5 980	5 482
Autres revenus		20
Total des revenus déduits des frais opérationnels bruts	11 644	11 785
Total des frais opérationnels de recherche et développement nets	(9 670)	(8 027)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les frais de personnel des segments Energie Solaire et Autres activités ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées ». Pour permettre la comparaison, les données au 30 septembre 2015 ont été retraitées.

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont essentiellement constituées de frais de recherche et sont comptabilisées en résultat.

La hausse des frais de recherche de 1,6 million d'euros est principalement liée à la hausse des coûts de recherche bruts sur le développement du FDSOI pour 1,2 million d'euros.

7.5.3. Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé

La charge d'amortissement au compte de résultat se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
Coût des ventes	(7 843)	(9 079)
Frais de recherche et développement	(2 945)	(3 556)
Frais commerciaux	(4)	(5)
Frais de lancement de projets de centrales solaires	-	-
Charges administratives	(278)	(507)
Total des dotations aux amortissements	(11 070)	(13 148)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les charges d'amortissements au compte de résultat des segments Energie Solaire et Autres activités ont été reclassées en « Résultat des activités abandonnées ».

7.5.4. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au compte de résultat se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016*	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
Total des autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles :		
Dépréciation pour perte de valeur		(335)
Coût d'entretien d'actifs en sommeil		-
Mesures de restructuration et de protection	(1 215)	(4 955)
Total des autres charges opérationnelles	(1 215)	(5 290)
Résultat non courant	(1 215)	(5 290)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les autres produits et charges opérationnels du segment Energie Solaire ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées » (voir note 7.5.6).

Sur les six premier mois de l'exercice 2016-2017, le Groupe a enregistré une perte opérationnelle non courante de 1 215 milliers d'euros, principalement composée des frais juridiques et de conseil liés au protocole de conciliation et à la protection du portefeuille d'activités pour 1 215 milliers d'euros (litige SiGen en cours ; voir paragraphe 7.7.).

7.5.5. Charge d'impôt

A chaque clôture, le Groupe réévalue la constatation de ses impôts différés. Pour une même juridiction fiscale, les actifs d'impôts différés ne sont constatés qu'à hauteur des passifs d'impôts différés de même échéance.

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (34,43 % pour le 30 septembre 2016) et la charge d'impôt reflétée dans le compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015
Produit (charge) théorique d'impôt sur les sociétés au taux en vigueur	(803)	3 465
Utilisation du déficit non activé	534	
Provision sur imposition différée activé	(5 493)	(5 511)
Provisions et charges non déductibles	3 844	(338)
Produits non taxables (crédit impôt recherche et compétitivité emploi)	1 952	2 027
Impact des différences de taux d'impôt sur les sociétés	54	37
Provision pour impôts	(331)	
Produit (charge) d'impôt total	(243)	(320)

7.5.6. Résultat net des activités abandonnées

(en milliers d'euros)	Notes	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2016	Pour la période de 6 mois au 30 septembre 2015*
Ventes	6.1.6	376	11 904
Charges de la période	-	(548)	(16 545)
Résultat opérationnel courant	-	(170)	(4 641)
Autres charges opérationnelles nettes	-	(1 757)	(284)
Résultat opérationnel	-	(1 926)	(4 925)
Résultat financier	-	2 981	(27 090)
Résultat avant impôt	-	1 055	(32 015)
Impôt	-	(2)	(3)
Quote part du résultat mis en équivalence			(404)
Résultat après impôt des activités abandonnées	-	1 053	(32 422)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 et pour permettre la comparaison, les états financiers de l'exercice 2015-2016 ont été retraités du segment Autres Activités et des actifs financiers liés à la centrale solaire sud-africaine.

Au 30 septembre 2016, les ventes des activités abandonnées correspondent en majorité à une vente de propriété industrielle sur Soitec GMBH. Les autres charges opérationnelles nettes sont principalement composées de dotations supplémentaires liées aux provisions pour restructuration des activités solaires (charge de 1 390 milliers d'euros). Le résultat financier des activités abandonnées est composé principalement de gains de change latents liés à l'appréciation du ZAR (1,8 millions d'euros), d'une perte de change latente relative au dollar (-0,1 million d'euros) et d'un produit financier lié à un versement d'intérêts sur un prêt consenti à l'un des actionnaires de la centrale Touwsrivier (1,2 millions d'euros).

Au 30 septembre 2015, le résultat des activités abandonnées est principalement composé de 4 925 milliers de pertes liées au segment Autres Activités, du reclassement au compte de résultat des écarts de conversions des filiales hébergeant des activités abandonnées (charge de 17 684 milliers d'euros) et de la perte de change latente sur les financement intra-groupe pour 7 913 milliers d'euros.

7.6. Autres informations

7.6.1. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe ne présente aucun caractère saisonnier. Certains des marchés adressés peuvent avoir une saisonnalité propre (impact de Noël sur les ventes de consoles de jeux ou de la rentrée scolaire et universitaire sur les ventes de micro-ordinateurs) mais en réalité les fluctuations des ventes sont davantage liées aux phases de lancement de nouvelles générations de produits qui ne sont généralement pas saisonnières (exemple des consoles de jeu ou des tablettes introduites successivement aux Etats-Unis, puis en Asie, puis en Europe). De façon globale, les effets saisonniers pouvant affecter certaines applications sont dilués par la diversité des marchés adressés : produits de consommation (consoles de jeu, micro-ordinateurs, tablettes, smart phones...), produits industriels ou destinés aux entreprises (automobile, serveurs).

7.6.2. Informations relatives aux parties liées

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 25 juillet 2016, la composition du Conseil d'administration de la Société a évolué. Il est désormais composé de :

- Paul Boudre : PDG de Soitec,
- Douglas Dunn,
- Joseph Martin,
- Laurence Delpy,
- Monica Beltrametti,
- CEA Investissement, représentée par Guillemette Picard,

- Nadine Foulon-Belkacemi,
- Christophe Gegout,
- Bpifrance Investissement, représentée par Thierry Sommelet,
- Bpifrance Participations, représentée par Sophie Paquin,
- Satoshi Onishi,
- Weidong Ren,
- Xi Wang.

Le Conseil d'administration compte 4 administrateurs indépendants au sens des dispositions du Code AFEP-MEDEF, en les personnes de Monica Beltrametti, Laurence Delpy, Nadine Foulon-Belkacemi et Joseph Martin.

Les informations décrites aux Chapitres 14 (14.1.1.2 Informations et renseignements sur les administrateurs), 19 (Opérations avec des Apparentés), 20 (5.3 Informations relatives aux parties liées) et 22 (Contrats Importants) du Document de référence 2015-2016 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 05 juillet 2016 sous le numéro D. 16-0665 restent valides. : relations d'affaires existantes (ou susceptibles d'exister) avec les sociétés ARM Holdings Plc (administrateur concerné > Douglas Dunn), Shin-Etsu Handotai (achats de matières premières, redevances de license > Satoshi Onishi), Global Foundries (ventes de plaques > Douglas Dunn), CEA (contrat de recherche et développement, redevances de brevet > Christophe Gegout), Shanghai Simgui Technology Co. Ltd (contrat de license et de service, achat de plaques, accord de distribution > Xi Wang), concours financier octroyé le 5 mai 2015 par Shin Etsu Handotai (Europe), Bpifrance Participations, et CEA Investissement (intégralement remboursé sur l'exercice en cours).

7.7. Evènements postérieurs à la clôture

Risque de litige :

Soitec a annoncé le 21 octobre 2016 avoir pris acte de l'annonce par l'U.S. International Trade Commission («USITC») de sa décision de diligenter une deuxième enquête, à la suite du dépôt d'une plainte par Silicon Genesis Corporation ("SiGen") concernant l'importation et la vente aux États-Unis de certaines plaques de silicium sur isolant (SOI) par Soitec. Cette plainte est la deuxième tentative de SiGen d'obtenir l'arrêt de l'importation et de la vente par Soitec de plaques SOI aux États-Unis sur le fondement d'une prétendue contrefaçon de brevets. En diligenter cette deuxième enquête, l'USITC a très clairement indiqué qu'elle « ne s'était pas encore prononcée sur le fond de l'affaire. » La première tentative de SiGen a pris fin en mai 2016 avec la décision de SiGen de retirer volontairement sa plainte peu de temps avant le procès, abandonnant ainsi ses allégations selon lesquelles Soitec utilisait illégalement des brevets détenus par SiGen. Cette deuxième plainte de SiGen porte à nouveau sur la prétendue contrefaçon par Soitec de deux brevets américains détenus par SiGen qui ne faisaient pas partie de ceux visés dans sa première plainte. Soitec entend se défendre avec vigueur contre les allégations de SiGen et est convaincu que cette enquête prendra fin avec le constat par l'USITC d'une absence de contrefaçon. Les brevets visés par SiGen ne sont pas contrefaits par Soitec. Il est à noter que SiGen ne fabrique pas de SOI, et ne peut donc pas fournir ces produits avancés au marché américain. Soitec respecte les droits de propriété intellectuelle des tiers, et est convaincu que l'USITC reconnaîtra que Soitec est en conformité avec la loi américaine.

8. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

KPMG S.A.

Tour Egho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Soitec

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Soitec, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense et Lyon, le 6 décembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Jacques Pierre

Stéphane Devin

Nicolas Sabran